



Message de fin d'année à la nation 31 Décembre 2020

Camerounaises,
Camerounais,

Mes chers compatriotes,

Nous voici parvenus au terme de l'année 2020. Comme les précédentes, l'année 2020 a été une année éprouvante de plus pour le Cameroun. Dans notre pays, les années se suivent et se ressemblent désormais, marquées qu'elles continuent d'être par le déclassement avancé d'un pays pourtant si riche et porteur d'une flamme unique dont l'incandescence prochaine marquera la renaissance de l'Afrique. Sur le chemin vers l'éveil de ce sursaut camerounais qui vient, les épreuves cathartiques de l'année 2020 se déclinent en quatre points principaux.

- Premièrement, par l'enlisement de la situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, empêtrées qu'elles sont encore dans une guerre civile provoquée et entretenue par Monsieur Paul BIYA ;
- Deuxièmement, la régression sociale du pays, illustrée notamment par l'accentuation de la paupérisation déplorable de l'écrasante majorité des Camerounais ;
- Troisièmement, par la dégradation de la situation économique et du climat des affaires ;
- Quatrièmement enfin, 2020 aura été l'année du glissement du régime-RDPC vers un totalitarisme assumé, marqué notamment par l'ensauvagement de l'ensemble de l'appareil d'Etat, lequel a institutionnalisé la répression et les violations graves des droits et libertés fondamentales de manière décomplexée et persistante.

Mes chers compatriotes,

En 1982, Monsieur Paul BIYA a hérité de son prédécesseur, Ahmadou AHIDJO, un pays apaisé, stable et prospère, dans lequel, après des années de luttes nationalistes sanglantes et une dictature féroce, on s'était désormais tourné vers un développement global du pays, induisant l'élévation progressive et sensible du niveau de vie des populations. Ces temps sont désormais si lointains. Car, malheureusement, en près de quarante ans de pouvoir absolu, Monsieur BIYA et son parti, le RDPC, ont méthodiquement déconstruit tous les acquis d'hier, notamment l'unité nationale et le vivre-ensemble. Monsieur Biya a transformé le Cameroun en un pays en guerre, dans lequel une insécurité chronique se le dispute à un tribalisme d'Etat et la haine ethnique assumés.

C'est donc avec le cœur lourd que je suis obligé, pour la cinquième année d'affilée, d'évoquer le désastre dont les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest continuent d'être le théâtre, et où se joue désormais le destin de notre pays en tant que Nation unie. Le pourrissement entretenu de la situation dans ces deux régions doit forcément procéder d'un agenda politique du pouvoir-RDPC. Sinon, comment comprendre l'obstination du pouvoir pour une option militaire à l'échec annoncé ? Fidèle à lui-même, Monsieur Biya a choisi le chaos politique pour gagner du temps. Pour pérenniser son pouvoir à vie, quel qu'en soit le prix, il ne recule devant rien et multiplie les leurres, au rang desquels

la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme ; le Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration ; le Grand dialogue national ; et même de pseudo-tentatives d'ouverture de négociations avec des leaders de la cause anglophone ; etc. Tout y passe, sauf le sérieux et la volonté nécessaires à la résolution des problèmes en homme d'Etat. Il préfère la politique politicienne qui, à ce niveau de responsabilité, ne peut être que source de malheurs pour le pays.

Et de fait, l'année 2020 nous a offert des illustrations additionnelles du caractère pernicieux de son indifférence à l'égard des souffrances des Camerounais. La tragédie de Ngarbuh restera à ce titre le symbole de ce laisser-faire inimaginable. Le massacre qui y fut perpétré, le 14 février 2020, sur des populations civiles innocentes et inoffensives, parmi lesquelles des bébés et des femmes enceintes restera assurément une des taches indélébiles de la tragédie de la sale guerre qui se poursuit dans les deux régions martyrisées. Je réitère la demande d'ouverture d'une enquête internationale sur ces massacres de Ngarbuh et sur tous les autres massacres de civils, perpétrés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, y compris la tuerie des enfants en quête d'éducation survenue, le 24 octobre 2020, au complexe scolaire privé Mother Francisca International Bilingual Academy de Kumba. Je saisis cette occasion renouveler mes condoléances les plus attristées et l'expression de ma sympathie émue aux familles des victimes de ces tragédies à répétition.

Comme vous le savez, je n'ai cessé de proposer une solution concrète pour la résolution de cette crise, devenue une détestable guerre fratricide. Cette solution se décline en trois principaux points :

- L'instauration immédiate d'un cessez-le feu;
- La libération immédiate de tous les prisonniers de la crise anglophone, y compris Monsieur Sissuku Ayuk Tabe et ses camarades ;
- L'ouverture d'un dialogue politique inclusif impliquant tous les acteurs pour débattre de toutes les questions, y compris celle de la forme de l'Etat ainsi que celle de la réforme consensuelle du système électoral afin de permettre aux populations de se doter de dirigeants légitimes. Il faut en effet dialoguer avec tous les camerounais sans exception, y compris ceux qui défendent, pour le moment, la thèse de la sécession.

L'insécurité au Cameroun ne se limite pas, hélas ! aux seules régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Elle continue de sévir dans les régions septentrionales du pays où les populations de l'Extrême-Nord, en particulier, subissent les assauts devenus endémiques de la secte Boko Haram, malgré les efforts de nos forces de défense. Les souffrances et les sacrifices de nos soldats, ainsi que de nos populations dans le septentrion sont, on doit le redire, la conséquence dramatique de la faute politique grave du pouvoir qui, depuis quatre décennies, a choisi d'abandonner ces populations et des parties entières du territoire national à la merci des prédateurs divers.

Mes chers compatriotes,

Aux autres nombreux défis déjà présents au Cameroun, l'année 2020 a été marquée par l'irruption de la pandémie de la COVID-19 dans notre pays. L'apparition de cette pandémie a pu mettre en évidence les ombres et les rais de lumière de notre société. D'un côté, la COVID-19 a confirmé l'impréparation notoire du gouvernement à anticiper les catastrophes ou à y faire face avec l'efficacité qu'on est en droit d'attendre de toute administration publique responsable. Passée cette phase initiale catastrophique, le gouvernement a déployé sa propagande habituelle, faite de gesticulation et d'incantations orchestrées pour masquer des entreprises de corruption et de détournement des fonds publics. Des scènes déplorables de ce spectacle nauséabond d'enrichissement sans vergogne sur la misère des Camerounais se déroulent encore sous nos yeux, dans l'impunité totale. Cette situation est d'autant plus regrettable que la pandémie est loin d'avoir été maîtrisée et que l'avenir immédiat pourrait s'assombrir non seulement en raison de la

propagation en cours de nouvelles variantes du virus, mais aussi de l'urgence à disposer de ressources financières adéquates pour le déploiement, en temps utile, de vaccins.

D'un autre côté, la survenance de la COVID-19 a permis de montrer le sens de la solidarité et de la générosité de notre peuple, de donner la mesure de ce que nous pouvons réaliser ensemble quand nous sommes unis autour d'une cause et mobilisés derrière un leadership légitime et inspirant confiance. Nous avons ainsi pu, dans le cadre de l'initiative citoyenne et non partisane, *Survie-Cameroon Survival Initiative (SCSI)*, que j'ai lancée le 3 avril 2020, conçu et rendu opérationnelle une opération humanitaire d'urgence et d'envergure historique qui a permis de porter assistance aux populations camerounaises désorientées et abandonnées à elles-mêmes face à la pandémie de la COVID-19. Cette opération a été rendue possible grâce à la mobilisation sans précédent des Camerounais de l'intérieur et de la diaspora. Je tiens à redire ici toute ma gratitude à tous nos compatriotes et aux amis de notre pays qui ont répondu à notre appel. Je tiens aussi à féliciter le président du comité de gestion de SCSI, Monsieur Christian PENDA EKOKA, pour avoir accompli la mission que je lui ai confiée avec détermination, engagement et dans la transparence vis-à-vis du public. Ma reconnaissance va enfin aux soldats de la solidarité nationale qu'ont été les nombreuses équipes de bénévoles de SCSI, au Cameroun et en diaspora, pour les sacrifices consentis dans l'adversité pour donner plein effet à l'Initiative.

En dépit des difficultés rencontrées, les buts de SCSI ont été largement atteints à la grande satisfaction de nos compatriotes. Sa mission ayant été accomplie, l'opération humanitaire d'urgence SCSI cessera ses activités opérationnelles au 31 décembre 2020, car SCSI n'a jamais eu pour vocation de devenir une entité permanente. Toutefois, les activités du comité de gestion déjà en place vont se recentrer sur la clôture administrative de SCSI. C'est dans ce cadre que sera menée, à la plus brève échéance possible, l'audit indépendant destiné à examiner, d'une part, *la fiabilité des informations et des procédures des plateformes de collecte jusqu'au transfert des fonds sur le compte bancaire utilisé par SCSI*, et, d'autre part, *l'utilisation des fonds collectés pour les besoins de l'initiative SCSI*. La procédure de sélection, sur une base compétitive et transparente, d'un cabinet d'audit a ralenti la mission d'audit et n'a pas permis de tenir la date du 20 décembre que j'avais impartie à cet effet ; mais la mission est désormais engagée et, à ma connaissance, toutes les personnes et structures concernées collaborent pleinement avec l'auditeur indépendant.

Mes chers compatriotes,

L'impact économique de la COVID-19 a été désastreux pour notre pays. Elle aurait entraîné la fermeture de nombreuses entreprises et provoqué le placement en chômage technique d'environ 54 000 travailleurs ainsi que le licenciement de quelques 14 000 personnes, dans un environnement où très peu de Camerounais ont un emploi. Dans l'édition de mai/juin 2020 de sa note de conjoncture sur les répercussions de la COVID-19 sur les entreprises, le Groupement inter-patronal du Cameroun, GICAM, estimait à 3 139 milliards de FCFA par rapport à 2019, la perte en chiffres d'affaires des entreprises, et à 521 milliards le manque à gagner correspondant pour l'Etat en termes de recettes fiscales et autres.

Dans l'ensemble, les entreprises expriment dans leur grande majorité leur insatisfaction par rapport aux mesures de soutien annoncées par le gouvernement. Elles attendent de l'Etat un soutien plus conséquent dans les domaines fiscal et financier, sous forme de facilités diverses.

Mais le régime-RDPC a-t-il jamais compris le rôle moteur essentiel de l'entreprise dans l'économie moderne et le développement d'un pays ? Sinon il n'aurait pas rendu le Cameroun si peu attractif pour les investisseurs. Il suffit pour tout comprendre, de constater que notre pays s'est

abonné aux derniers rangs de tous les classements mondiaux : qu'il s'agisse de l'indice de perception de la corruption de Transparency International, du *Doing Business* de la Banque mondiale, de l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance, ou encore des divers classements des meilleures universités et institutions de recherche en Afrique, je n'ose pas dire dans le monde. Aucune oreille attentive n'est prêtée aux milieux d'affaires nationaux. L'Etat peine à honorer sa dette intérieure et pénalise en cela les entreprises locales ; il ne fait pas confiance aux entrepreneurs locaux dans l'octroi des marchés publics d'importance. Avec qui ce régime veut-il développer le Cameroun, si tant est qu'il en ait jamais eu l'intention ? Les désillusions des projets structurants, qui sont autant des *grands échecs*, là où l'on attendait les « grandes réalisations », les « grandes réussites » et les « grandes opportunités » en vue d'une « émergence » fantasmée, ont achevé de dénuder un régime autiste, prédateur vorace et sans boussole.

A l'heure du bilan, on doit se contenter du néant et les Camerounais n'ont que leurs larmes devant la surévaluation des coûts des projets et le dépassement des délais dans la réalisation des infrastructures, voire l'abandon de certaines d'entre elles dans la forêt des chimères. Qu'il me suffise ici de citer : en matière énergétique le projet de barrage de Bini-Warak dont les travaux sont bloqués depuis 2018 en raison de l'incapacité de l'Etat du Cameroun à verser les 4 milliards de F CFA de frais d'assurance sur l'emprunt obtenu auprès du bailleur chinois ; la palme d'or du régime pour le coût au kilomètre de route le plus cher au monde : 7 milliards de FCFA au Cameroun, contre environ 2 milliards de FCFA en moyenne, selon les données de la Banque Mondiale ; l'autoroute Yaoundé-Douala commencée en 2014 et les 11 kilomètres de la bretelle Yaoundé-Nsimalen entamés la même années 2014 demeurent des arlésiennes ; la fin de la construction est annoncée pour 2024 et, entre temps, le coût de construction de chaque kilomètre sera passé à 42 milliards. Un nouveau record absolu.

Oui, mes chers compatriotes, pendant que quelques-uns s'enrichissent par la corruption, le clientélisme et la gabegie institutionnalisées par l'Etat-RDPC, la paupérisation de la grande majorité des camerounais s'accroît. Le Rapport sur l'indice de développement humain 2020 publié par le Programme des Nations Unies pour le développement qui analyse les données couvrant l'année 2019, donc avant l'apparition de la COVID-19, est révélateur à plusieurs égards. Il montre en particulier que le Cameroun est un pays profondément inégalitaire qui se situe largement au-dessus de la moyenne des pays à indice de développement humain comparables tant à l'échelle mondiale qu'en Afrique subsaharienne. Le rapport fait enfin état de ce que nous voyons tous au quotidien, à savoir un indice de pauvreté multidimensionnelle catastrophique, avec 64,6% de la population vivant soit en situation de pauvreté multidimensionnelle soit considérées comme des personnes vulnérables à la pauvreté multidimensionnelle. La régression sociale s'accroît à un rythme effrayant, la pauvreté se concentrant de plus en plus dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays. L'accès à l'eau potable reste partout au Cameroun une gageure ; la disponibilité de l'électricité, même dans les localités supposément connectées au réseau électrique est intermittente ; l'accès aux soins de santé de base demeure hors de portée pour la plus grande majorité de nos citoyens des villes comme des campagnes. Le tableau économique et social ne cesse donc de s'assombrir, du fait des insuffisances du leadership du pays. Et pourtant, des solutions existent et sont à notre portée et à la mesure tant de nos ressources que du génie de notre peuple. Un Cameroun libéré de la pauvreté reste en effet possible. Un Cameroun reprenant les chemins de la croissance et solidaire demeure possible. Ce Cameroun-là n'est pas celui que nous offre le régime, qui est plus que jamais incapable de donner à la Nation un cap qui vaille, en particulier à notre jeunesse nombreuse et si talentueuse.

Mes chers compatriotes,

L'ensauvagement de l'appareil d'Etat, toutes institutions confondues, a franchi en 2020, un nouveau cap qui nous mène droit vers un totalitarisme décomplexé.

Au Cameroun de Monsieur BIYA, le cynisme a atteint des sommets nouveaux. Non seulement on massacre, mais on interdit aux victimes des massacres et à tous les autres Camerounais d'exprimer leur douleur, leur désapprobation de la guerre fratricide qui saigne le Cameroun et leur condamnation du hold-up électoral, de la corruption et des atteintes à la fortune publique. En 2020, pour avoir osé, par des marches pacifiques à travers le pays le 22 septembre, dénoncer les errements de Monsieur BIYA et de son régime et proposer des solutions de sortie de crise, des milliers de camerounais ont été brutalisés par la soldatesque du régime, torturés, mutilés et, pour 556 d'entre eux, détenus de manière illégale et arbitraire. À ce jour, 137 de ces compatriotes croupissent encore dans les geôles du régime, parmi lesquels 113, tous des civils, comparaissent devant des tribunaux militaires pour des chefs d'inculpation aussi vides que ridicules par certains aspects tels que : tentative de révolution, rébellion, défaut de carte nationale d'identité, attroupement aggravé, tentative d'insurrection en coaction, conspiration, outrage au Président de la République ; etc. Parmi ces compatriotes, se trouvent des personnes kidnappées avant ou après les marches pacifiques auxquelles beaucoup n'ont même pas pris part. Ces compatriotes encourent, pour beaucoup, la peine de mort. Parmi ces personnes figurent, entre autres, le Professeur Alain FOGUE TEDOM, Trésorier national du MRC ; Monsieur Olivier BIBOU NISSACK, Conseiller et Porte-parole du Président national du MRC ; Monsieur Pascal ZAMBOUE, Secrétaire national en charge du Développement et de l'Inspection du MRC ; Madame ASSOMO, ménagère, Monsieur Salomon BEAS, jeune chef d'entreprise, pour n'en citer que quelques-uns.

Ces compatriotes ont retrouvé dans les geôles du régime, Monsieur Mamadou YACOUBA MOTTA, Premier Vice-Président national du MRC, otage politique fait prisonnier à la suite des Marches Blanches du 1^{er} juin 2019. À Tous ces compatriotes, victimes de l'appareil répressif d'une dictature déclinante, je redis ma totale solidarité et mes encouragements dans cette nouvelle épreuve sur le chemin de la libération de notre pays. J'exige une fois de plus la libération immédiate et sans conditions de toutes les personnes arrêtées avant, pendant et après les marches pacifiques du 22 septembre 2020.

Comme l'ont relevé un groupe d'experts indépendants du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le 12 octobre 2020, « la violence contre les manifestants a été disproportionnée, avec utilisation de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour les disperser violemment... Le gouvernement a également déployé un dispositif de forces de sécurité important pour empêcher les manifestations pacifiques. » Les mêmes experts ont fait part de leurs préoccupations à l'Etat du Cameroun et lui ont rappelé « qu'en vertu du droit international, tout individu a le droit d'organiser des réunions et de participer à des réunions pacifiques, de s'associer avec d'autres et de prendre part à la vie publique. Aucun de ces actes n'est un crime, et le Cameroun devrait célébrer et accepter la dissidence, car une véritable démocratie prend en compte les demandes de la population au lieu de les réprimer ».

C'est le lieu pour moi d'adresser à nouveau mes chaleureuses félicitations aux populations camerounaises qui sont sorties massivement le 22 septembre 2020 pour exprimer leur opposition à la poursuite de la guerre civile dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et au maintien d'un système électoral inique qui rend impossible l'expression démocratique du peuple camerounais. Nos populations ont fait preuve d'un courage héroïque face à un déploiement sans précédent de la machine répressive du régime, digne d'une situation d'état de siège. Par leur comportement pacifique exemplaire, même devant la charge barbare et injustifiée des forces répressives, ces populations ont fait montre de leur maturité politique, de leur sens des responsabilités patriotiques et de leur civisme dans l'expression de leur profond désir de changement dans la paix et le respect de la Constitution de notre pays.

Le 22 septembre 2020, des journalistes ont aussi été victimes d'actes de torture par les forces de répression déployées par le régime, augmentant ainsi la liste de journalistes et de lanceurs d'alerte

victimes de la barbarie du régime. 2020 s'achève aussi sans que justice ne soit rendue au journaliste Samuel WAZIZI, dont la mort a tout l'air d'une affaire d'État.

A maintes reprises au cours de l'année 2020, les droits des avocats dans l'exercice de leur profession ont été impunément violés. C'est ainsi que le 13 novembre 2020, le Conseil de l'Ordre des avocats a condamné les brutalités policières perpétrées sur des avocats dans la salle d'audience du Tribunal de première instance de Douala-Bonanjo et exigé, sans suites à ce jour, des sanctions exemplaires contre leurs auteurs. Des mesures répétées de frustration et de persécution des avocats ont donné bien plus que le sentiment que, désormais, le régime aurait décidé, en humiliant les avocats, de détruire dans l'imaginaire des Camerounais l'un des derniers symboles sur lequel ils pouvaient encore s'appuyer pour faire respecter leurs droits. Qu'il me soit permis ici de rendre hommage aux avocats membres du Collectif Sylvain SOUOP pour le travail exceptionnel qu'ils abattent pour la représentation bénévole des prisonniers politiques que sont nos compatriotes arrêtés et détenus en rapport aux marches pacifiques du 22 septembre 2020. Ces avocats font doublement œuvre utile. Premièrement, ils célèbrent l'héritage de Maître Sylvain SOUOP, de regrettée mémoire, promoteur infatigable de l'instauration de l'état de droit au Cameroun, si brutalement arraché à la vie. Deuxièmement, ils font honneur à la profession d'avocat au Cameroun et à la cause de la justice, dont le socle des valeurs donne bien plus que des signes de flottement. En effet, à un moment charnière de l'histoire de notre pays où l'institution judiciaire s'est trouvée en capacité de contribuer au renforcement de l'état de droit et de la démocratie au Cameroun en faisant prévaloir la force au droit, une certaine justice camerounaise a pris fait et cause pour le droit de la force et l'injustice, en s'érigant en un pilier de la dictature. L'histoire le retiendra. L'histoire retiendra aussi que c'est avec la complicité d'une certaine justice que des centres de torture, dignes des pires dictatures, accomplissent leurs sales besognes, au cœur de la capitale et de nos cités.

Mes chers compatriotes,

Le MRC a informé en son temps l'opinion de sa décision de ne pas prendre part aux élections législatives et municipales de février 2020, pour deux principales : le refus du pouvoir de trouver une solution politique à la crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, et son refus d'une réforme consensuelle du système électoral. Suite à l'appel au boycott qu'il a lancé à cette occasion, le taux de participation au scrutin a été historiquement le plus bas qu'ait jamais connu le Cameroun et a entaché d'illégitimité le scrutin. Comme à ses habitudes, le parti au pouvoir s'est octroyé des majorités à sa guise, même dans les contrées vidées de leurs électeurs pour cause de guerre.

A en croire la propagande officielle, la mise en place des exécutifs régionaux enclenchera le développement automatique du Cameroun. C'est de la fantasmagorie. Chacun peut voir que ces exécutifs régionaux sont inféodés au système qui les a créés et qu'il s'agit d'une simple démultiplication des structures politico-bureaucratiques de l'Etat-RDPC qui reproduiront à l'échelle régionale les nombreux travers du régime à une échelle non étatique. Le transfert des ressources sera une gageure, non seulement à cause des difficultés financières de l'Etat qui iront en s'aggravant, mais parce que la bureaucratie centrale aura du mal à se dessaisir d'une partie importante de sa rente. Le plus dur est à venir.

Jusqu'à ce que nous parvenions à destination, la Résistance nationale va se poursuivre et s'intensifier ; car rien n'a jamais arrêté et n'arrêtera un peuple debout, en marche pour sa libération. Les marches ne sont pas une activité permanente d'un parti politique ; elles sont un moyen d'expression démocratique garantie par notre Constitution. Elles reprendront chaque fois que nécessaire. Pour le reste, nous devons nous atteler au travail politique d'information et de sensibilisation de nos compatriotes sur le sens de la résistance nationale et les perspectives de la Renaissance du Cameroun, les préparer aux échéances électorales à venir, car le changement dans

la paix et par les urnes reste notre option fondamentale. C'est pourquoi la lutte pour la réforme du système électoral demeure cruciale et ne sera jamais abandonnée tant qu'elle n'aura pas abouti. Le chemin peut sembler long ; mais la victoire est certaine. Nous devons rester plus que jamais mobilisés.

Je sais le prix que l'appareil répressif de Monsieur BIYA fait payer à tous les compatriotes qui osent rester debout et qui se battent pour un Cameroun nouveau. Je sais la souffrance de nos valeureux compatriotes de la diaspora désormais interdits de fouler le sol de la Mère patrie par celui-là même qui disait il y a près de 40 ans, que les Camerounais n'avaient plus besoin de quitter leur pays pour exprimer leurs opinions.

Je connais les difficultés de ces compatriotes qui ont perdu leurs emplois en raison de leur combat pour un Cameroun un et prospère. Je sais la pression que les uns et les autres subissent pour éteindre la flamme qui en eux, brûle pour un avenir meilleur pour tous les camerounais.

A tous ces compatriotes-là, je rappelle que les heures les plus proches de l'aurore sont les plus sombres de la nuit. L'aube de la renaissance du Cameroun se rapproche. Arcboutés sur leurs privilèges nourris par la sueur et le sang des camerounais, les forces de la nuit tentent leur baroud d'honneur en déployant leur arsenal classique de répression par-ci, de propagation des discours de division et de haine par-là, de guerre civile ailleurs. Malgré tout, un jour nouveau est entrain de poindre au Cameroun. Un peuple s'est levé, un Mouvement est en marche. Rien, mais alors rien ne pourra l'arrêter. Qu'il s'accomplisse par nous-mêmes ou par d'autres, nous devons être conscients que le changement est inéluctable.

N'oubliez jamais, le sort de notre pays dépend de nous, collectivement, solidairement, et de nous seuls. Ne l'attendez pas d'un individu seul, quel que soit son courage et sa détermination, ni d'une quelconque puissance étrangère, quelle que soit son amitié pour notre pays. Quant à moi, je continuerai de faire ma part. Que chaque Camerounais fasse la sienne.

Bonne année et heureuse année 2021

Que pleuve sur vous et vos familles, une pluie de grâce tout au long de cette année nouvelle !

Et que la paix soit sur notre pays !

Que Dieu bénisse le Cameroun !

Maurice KAMTO